

Marches des précaires : occupons mairies et bâtiments publics !

Licenciements, augmentation de la pauvreté, dislocation du service public. La situation sociale est sous tension mais la situation politique est amorphe : aucune journée de grève depuis des mois, peu de mouvements de contestation depuis la rentrée. Voilà plusieurs mois que nous avons commencé à nous organiser, nous, chômeurs, salariés et étudiants contre le mépris que nous subissons. Les diffusions de textes, les occupations et les décontaminations de Pôle Emploi se sont succédées en Bretagne et ailleurs. Et là, interviennent des marches régionales contre le chômage, la précarité et les licenciements au milieu de l'automne, sous la pluie bretonne et dans la grisaille sociale. La marche bretonne ponctuée d'actions, s'étale sur 2 semaines : du 20 au 24 à Brest, du 25 au 26 à Morlaix, du 26 au 28 à Lannion, puis Quimper, Saint-Brieuc la deuxième semaine, pour finir le 5 décembre à Rennes par une manifestation régionale.

Appel à occupation ! A Brest, la manifestation du vendredi 20 novembre s'est conclue par l'occupation de la mairie. Cette occupation est intervenue le jour du départ des marches régionales. L'occupation a commencé par une intervention à un colloque organisé à la mairie autour des « questions d'habitat, les acteurs de l'immobilier dans l'agglomération brestoise ». Nous nous sommes rendus à plusieurs dizaines à la tribune pour arracher une prise de parole. Nous avons exprimé notre sentiment de révolte envers les décideurs politiques, les techniciens et les gestionnaires du logement. Ainsi, nous avons élu domicile à l'Hôtel de ville depuis déjà cinq jours. C'est dans ce contexte que nous lançons ce modeste appel à l'occupation des mairies et des bâtiments publics stratégiques.

Pourquoi occuper ? La précarité touche ou menace chacun d'entre nous, et se réunir pour s'y opposer est essentiel. S'organiser, c'est donc se prémunir de l'isolement, mais aussi combattre la culpabilisation que l'on nous fait endosser. Là où les salariés disposent de locaux syndicaux, nous, précaires, ne bénéficions d'aucune salle pour nous organiser. C'est une manière de préserver notre motivation, pour continuer la lutte et la vivre tous ensemble, 24h/24h. Occuper pour avoir un lieu, un lieu qui permet à chacun de se renseigner, de participer, de nous rejoindre. Occuper pour agir vers l'extérieur, la ville, ses Pôle Emploi, sa CAF et ses hauts lieux du contrôle social.

Pourquoi la mairie ? Parce que notre collectif n'est pas reconnu administrativement et ne peut pas réserver la salle municipale, telle que la maison du Peuple ou la maison des syndicats. Parce que quand bien même nous disposerions de l'autorisation de louer la salle des syndicats, nous ne sommes pas disposés à payer 100 euros afin de rendre public un débat évité par les dirigeants de la société. La mairie, c'est le lieu central par excellence, celui qui rend visible au plus grand nombre notre mobilisation. Comme dans ce monde, il n'y a pas de logement pour tous, nous occupons la maison commune, la maison de toutes et tous. Nous nous approprions un lieu mais surtout des moments de vie, arrachés au sinistre système marchand.

Qu'est ce qu'occuper ? Occuper c'est rompre la morosité ambiante. C'est assurer un point d'accueil à la journée pour les chômeurs et les précaires. Une permanence quotidienne où nous précaires, radiés de Pôle Emploi, aux allocataires du RSA obligés de payer la taxe d'habitation (dispensée précédemment aux personnes recevant le RMI) pouvons venir exposer nos problèmes spécifiques, trouver une réponse collective et s'organiser en conséquent. Occuper c'est s'organiser collectivement : Assemblées Générales, préparations d'actions. Occuper c'est créer. Créer un lieu de convivialité avec ses joies, ses peines, ses tensions... bref des émotions partagées au cours des repas collectifs, des ateliers (projection, écriture...) et des éprouvantes nuits de sommeil. Ah ! quel bonheur lorsque la vie remplace la gestion !

Notre objectif. Nous cherchons à amplifier le mouvement des précaires, des humiliés et insoumis. Cette occupation de la mairie ne suffit pas. A Brest, elle ne sera que temporaire mais elle en appelle à d'autres occupations. Que se succèdent les occupations pour engager un rapport de force avec les pouvoirs publics. Le gouvernement doit prendre acte, des précaires s'organisent et entendent ne rien lâcher.

mail : reseaudesluttres.brest@gmail.com
<http://marchedeschomeurs-brest.blogspot.com/>